

Le Premier ministre canadien en terrain miné

États-Unis En rencontrant Donald Trump à Washington lundi, Justin Trudeau devait d'abord privilégier l'intérêt économique.

Éclairage Philippe Paquet

Deux chiffres permettaient de situer l'ampleur du défi à relever par le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, à l'heure de faire connaissance, lundi, à Washington, avec le nouveau locataire de la Maison-Blanche: 75 % des exportations canadiennes sont destinées au marché américain et 80 % des Canadiens préféreraient Hillary Clinton à Donald Trump. Le Canada de Trudeau, qui partage avec les États-Unis de Trump la plus longue frontière du monde, est d'autant plus condamné à s'entendre avec eux, en dépit des divergences sur de nombreux dossiers, que deux millions et demi d'emplois canadiens résultent des échanges transfrontaliers.

Ce n'est, certes, pas la première fois que les nuages s'amoncellent sur les relations entre Washington et Ottawa. On se rappelle que l'élection de George W. Bush avait rapidement créé des tensions, le Canada refusant de suivre les États-Unis dans leur expédition punitive contre Saddam Hussein et rompant ainsi une solidarité qui semblait jusque-là aller de soi. Les observateurs s'accordent néanmoins à penser que l'arrivée de Donald Trump crée une situation inédite, tant la plupart des idées professées par son Administration sont aux antipodes de celles défendues par le gouvernement canadien.

Deux personnalités opposées

Donald Trump et Justin Trudeau, que vingt-cinq ans séparent, sont eux-mêmes aussi différents qu'on peut l'imaginer. Le premier est taxé de sexisme, le second est un féministe qui a instauré la parité dans

son équipe gouvernementale. Le premier veut traquer les clandestins et réduire la voilure de l'immigration, le second se fait le champion de l'accueil des réfugiés (notamment en provenance de Syrie) et a ouvert les bras aux victimes du fameux "Muslim ban". Le premier entend abolir ou renégocier les traités de libre-échange, le second ne jure que par eux et a ainsi défendu contre vents et marées l'accord UE-Canada. Tout au plus sont-ils d'accord sur la construction du pipeline Keystone qui doit amener le pétrole canadien vers les raffineries américaines.

La menace pesant sur le Traité de libre-échange nord-américain (l'Aléna ou Nafta, qui associe depuis 1994 le Canada, les États-Unis et le Mexique) est certainement, à ce stade, ce qui préoccupe le plus Justin Trudeau. Dans l'entourage de Donald Trump, on s'est efforcé de minimiser les risques, en soulignant que l'hostilité du nouveau Président est principalement dirigée contre le Mexique, accusé de voler les emplois américains en favorisant les délocalisations. Donald Trump n'en étant pas à une décision imprévisible près, le chef du gouvernement canadien espérait certainement obtenir de son hôte américain des garanties solides.

La différence canadienne

Pour y parvenir, Justin Trudeau se devait de mettre une sourdine non seulement aux critiques que lui inspire la politique de Donald Trump, mais aussi à la promotion des valeurs qui fondent l'identité canadienne, qu'il s'agisse de justice sociale, des droits des minorités, ou de diversité culturelle. Le Premier ministre se disait confiant de pouvoir trouver "beau-

coup de points communs" avec Donald Trump.

Pour y parvenir, Justin Trudeau disposait d'un atout inattendu en la personne d'Ivanka Trump, qui avait invité le Premier ministre à participer à une table ronde sur le travail des femmes. La fille du Président est aussi sa conseillère la plus écoutée. Or, elle s'est déclarée ravie de la présence de M. Trudeau à Washington.